

Unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse  
14 rue Antoine DURENNE  
Parc Bradfer  
55000 BAR-LE-DUC

BAR LE DUC, le 15/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ARCELORMITTAL CF**

Site 1  
55800 Contrisson

Références : SV-002-2025  
Code AIOT : 0006204558

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/12/2024 dans l'établissement ARCELORMITTAL CF implanté Site 2 - ZI Longues Raies 55800 Contrisson. L'inspection a été annoncée le 06/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a réalisé une visite d'inspection sur la thématique « rejet de composés organiques volatils » dans le cadre d'une action régionale 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARCELORMITTAL CF
- Site 2 - ZI Longues Raies 55800 Contrisson
- Code AIOT : 0006204558
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Oui

La société Arcelor Mittal Construction France (AMCF) Site 2 est autorisée à exploiter sur la commune de CONTRISSON, une usine de fabrication de tôles pré-laquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques pour arrêté préfectoral n°972 du 19 mai 2009.

### Thèmes de l'inspection :

- AN24 Air COV

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société AMCF a présenté à l'inspection l'évolution de sa production sur les trois dernières

années. La production correspond à celle définie lors de l'élaboration de l'arrêté préfectoral d'autorisation en mai 2009. La quantité de solvants utilisés n'a pas augmenté depuis 2009.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 <sup>er</sup> mars 2025
8	Valeurs limites d'émissions atmosphériques fabrication polymères	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7°a	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements de l'installation	Arrêté Préfectoral du 01/01/2009, article 3.2.2	Sans objet
2	Autosurveillance des émissions atmosphériques (incinérateur)	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 9.2.1	Sans objet
3	Modalité de surveillance réglementaire	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 3.2.4.1	Sans objet
4	Entretien des traitements des émissions	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 3.2.1	Sans objet
5	Conception des traitements des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	Sans objet
6	Valeur limite d'émission en concentration et en flux	Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 3.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour l'activité « laquage en continu », la société AMCF a consommé, en 2022, 2 247 tonnes de peintures qui représentent 720 tonnes de solvants à traiter et fait régénérer en externe 161 tonnes de solvants pour les réutiliser dans le process. L'ensemble de ces solvants est capté et traité par oxydation thermique avec un rejet de 2,127 tonnes par an de composés organiques volatils (COV) en sortie de l'incinérateur.

Pour l'activité panneaux sandwichs, la quantité de solvants utilisés est de 211 tonnes en 2022. La concentration en COV dans le rejet atmosphérique canalisé de la cabine de moussage polyuréthane est deux à trois fois supérieur à la valeur limite autorisée par l'arrêté ministériel du 2 février 1998, soit un rejet atmosphérique d'environ 200 à 300 mg/Nm3 (le flux est de 17 tonnes par an) pour une valeur limite de 110 mg/Nm3. L'inspection propose donc de mettre en demeure l'exploitant de se conformer à la valeur limite fixée à l'arrêté ministériel. L'exploitant a indiqué étudier le moyen de respecter cette valeur et prévoit la mise en place d'un oxydateur thermique pour janvier 2026.

La société AMCF dispose, pour ce site 2, d'un plan de gestion de solvant (PGS). La part des émissions diffuses en 2022 représentée 7,33 % de la quantité de solvants utilisés. Le PGS de 2023 doit être révisé. Le PGS 2024 doit être transmis à l'inspection pour le 1<sup>er</sup> mars 2025 et pourra permettre de confirmer les incohérences relevées sur le PGS 2023.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Équipements de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/01/2009, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques des installations de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'atelier de pré-laquage se compose d'une unité de traitement de surfaces suivi d'une installation d'application et de séchage de peinture.  Les émanations atmosphériques de solvants se formant pendant l'application de peinture et les phases de séchage sont aspirées par un système de captation raccordé à un incinérateur dans lequel les émissions de composés organiques volatils (COV) sont détruites pour une température minimale de 750 °C.  [...]La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s.Des dispositifs de contrôle devront permettre de vérifier en permanence le respect de la valeur limite d'émission définie à l'article 3.2.3 ci-après.
<b>Constats :</b>  Les rejets atmosphériques de solvants en tête de la ligne de peintures de pré-laquage sont captés et raccordés à un incinérateur permettant d'éliminer les COV avant rejet à l'atmosphère. Un analyseur est placé en sortie de l'incinérateur et permet de vérifier la température de fonctionnement, le débit de soutirage et la quantité de COV émis à l'atmosphère. La température de l'incinérateur en période d'application de peinture est de 750°C . La vitesse d'éjection est de 12 m/s (rapport du 18/12/2023). Les cheminées contrôlées aléatoirement ne présentaient pas de points anguleux ou d'obstacles à la dispersion.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 2 : Autosurveillance des émissions atmosphériques (incinérateur)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 9.2.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques (incinérateur)
--

**Prescription contrôlée :**

**Article 9.2.1) Autosurveillance des émissions atmosphériques de l'incinérateur de la ligne de pré-laquage :**

Les paramètres suivants sont enregistrés et mesurés en continu :

- la température de fonctionnement de l'incinérateur, [...]
- et la teneur en hydrocarbures totaux non méthaniques (COV) dans le conduit d'évacuation des gaz de combustion.

[...]

**Constats :**

Un analyseur est placé en sortie de l'incinérateur et permet d'enregistrer et de mesurer en continu la température de fonctionnement, le débit de soutirage, la quantité de COV émis à l'atmosphère (concentration et flux) et la période d'application de peinture.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 3 : Modalité de surveillance réglementaire**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 3.2.4.1
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Performance de l'incinérateur
---

**Prescription contrôlée :**

Une fois par an, l'exploitant fera réaliser par un organisme agréé et indépendant une campagne d'analyses permettant d'évaluer les performances du four d'incinération sur une durée de plusieurs heures représentatives du fonctionnement normal de l'installation et notamment les concentrations à l'entrée et à la sortie des appareils de destruction des solvants et le rendement obtenu. A cet effet des dispositifs de prélèvement sont implantés en amont et en aval des appareils de destruction, dans des conditions permettant la réalisation de mesures représentatives.

Cette campagne d'analyses permettra de vérifier le respect des valeurs limites d'émission de COV non méthanique définies à l'article 3.2.3 du présent arrêté.

**Constats :**

Une campagne d'analyses permettant d'évaluer les performances du four d'incinération a été réalisée sur la période du 24 mai au 30 mai 2023, en amont et en aval de l'appareil de traitement des COV. La concentration en COV en sortie est de 2,45 mg/Nm<sup>3</sup> pour un flux de 0,067 kg/h. Le rendement de l'incinérateur est de 99,735 %. La concentration en entrée est de 923 mg/Nm<sup>3</sup>. Les mesures sont réalisées toutes les 30 minutes.

<p>Le rapport d'essais concernant à la fois l'installation contrôlée, les méthodes de mesurage mises en œuvre et les résultats des mesurages a été consulté. Il contient les conditions de fonctionnement de l'installation pendant les essais nécessaires à une interprétation des résultats. Les conditions sont consignées dans le tableau récapitulatif dans un chapitre dédié du rapport.</p> <p>Le bureau d'étude sélectionné est agréée par le ministre chargé des installations classées par l'arrêté du 16 décembre 2022 (<i>J.O. du 24 décembre 2022</i>).</p> <p>Les normes de mesurage sont page 33 du rapport du bureau d'étude : NF EN 12619 pour le paramètre composés organiques totaux (COVT) et XP X 43-554 pour le paramètre composés organique non méthanique (COVNM).</p> <p>Le laboratoire qui réalise les analyses est agréé COFRAC.</p> <p>Cette campagne d'analyses permet de vérifier le respect des valeurs limites d'émission de COV non méthanique définies à l'article 3.2.3 ci-dessous.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Entretien des traitements des émissions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 3.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien des traitements des émissions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[....]</p> <p>Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1) sont respectées.</p> <p>Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté sur le site la présence de la section amont qui permet de réaliser le prélèvement des rejets atmosphériques, ainsi que l'accès en toiture vers la section aval. Une habilitation en hauteur est nécessaire pour accéder à la toiture.</p> <p>Le rapport du bureau d'étude décrit les sections amont et aval de prélèvement des rejets atmosphériques et conclue à deux sections « jugées homogènes » soit représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. Les analyses font référence aux dispositions de la norme NF 44-052 (puis norme EN 13284-1). Le laboratoire conclut à un résultat d'analyse vérifié et validé, sans anomalie mise en évidence (page 120).</p> <p>Les points d'accès aux sections de prélèvement sont aménagés de manière à être accessibles et permettre des interventions en toute sécurité (harnais de sécurité et habilitation en hauteur pour l'accès en toiture).</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 5 :</b> Conception des traitements des émissions
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception des traitements des émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>[...]</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société utilise une base de gestion pour la maintenance préventive et curative de l'incinérateur : GMAO. En cas d'incident, un ordre de travail est émis par le chef d'exploitation. Le suivi des actions est enregistré dans la GMAO (réparation, changement de pièce...). Les causes et les remèdes sont ensuite traités par un groupe de Travail nommé « REX » pour le retour d'expérience. La maintenance curative est réalisée au plus tard dans la semaine.</p> <p>L'exploitant a présenté un extrait de la maintenance curative réalisée du 6 janvier 2023 au 14 août 2023, soit 15 interventions réalisées.</p> <p>La fréquence d'entretien de l'incinérateur (maintenances préventives) varie entre semestrielle et annuelle en fonction des éléments techniques à vérifier.</p> <p>L'exploitant a présenté un extrait de la maintenance préventive réalisée en 2023/2024 : intervention en semestre 1 et 2 sur le contrôle de l'incinérateur et le brûleur.</p> <p>En cas de dysfonctionnement anormal, le fonctionnement de l'incinérateur est asservi au fonctionnement des têtes de peintures.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 6 :</b> Valeur limite d'émission en concentration et en flux
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/05/2009, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions atmosphériques (incinérateur)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>La consommation maximale de solvants est de 1300 tonnes par an.</p> <p>La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés sortant de</p>

l'incinérateur, exprimée en carbone total, et les flux maximaux autorisés sont les suivants :

Valeurs limites	Moyen	Maximum	Unité
Concentration	20	50	mg/Nm3
Flux horaire sur 24 h	600	1000	g/h
Flux annuel	-	3,5	t/an

La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie d'équipement d'oxydation.

[...]

**Constats :**

La consommation de solvant en 2022 était de 900 tonnes (PGS 2022)

La concentration en COV est de 2,45 mg/Nm3 et un flux de 0,067 kg/h (rapport du 18/12/2023), soit environ 0,6 t/an, inférieur à 3,5 tonnes par an.

Le pourcentage de diffus est de 7,33 % ( plan gestion 2022).

La société AMCF a mis en place en 2023 une meilleure technologie disponible pour l'application de peinture ne nécessitant pas de solvant. La quantité de solvant non consommé et par conséquent non traités est de 696 tonnes en 2023.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Plan de Gestion de Solvants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvants

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.

**Constats :**

L'inspection a analysé le plan de gestion de solvant de 2022 et celui de 2023.

Le PGS est transmis annuellement via l'application GEREP.

La société AMCF a consommé en 2022, pour l'activité « laquage en continu » 2 247 tonnes de peintures qui représentent 720 tonnes de solvants à traiter et fait régénérés en externe 161 tonnes de solvants pour les réutiliser dans le process. L'ensemble de ces solvants est capté et traité par



oxydation thermique avec un rejet de 2,127 tonnes par an de COV en sortie de l'incinérateur. Les émissions diffuses représentent 7,33 % en 2022.

Pour l'atelier de fabrication de panneaux sandwich, 221 tonnes de solvants ont été consommés avec un flux total de 19,6 tonnes/an de solvants émis à l'atmosphère, sans traitement.

Le PGS 2023 est incohérent. Pour la même production, sans augmentation ou changement de process, celui-ci conclut à plus de 50 % d'émissions diffuses.

La société AMCF indique avoir recherché les causes de ces incohérences. Le bilan du PGS repose en grande partie sur l'analyse des rejets atmosphériques traités et rejetés par l'incinérateur. Le prélèvement dans les sections amont et aval est effectué par intervalle de 30 minutes. Or il est très probable que lors du prélèvement des rejets atmosphériques en 2023, il n'y avait pas d'application de peinture, la ligne 3 utilisant la technologie sans solvant, il n'y avait donc pas de solvants traités, lors de la réalisation du prélèvement.

Le PGS est un bilan matière donc un solvant non traité est un solvant considéré comme diffusé dans l'atmosphère, alors que l'application de peinture ne fonctionnait pas, d'où une incohérence dans les résultats.

Aussi, la société AMCF a fait réaliser en novembre 2024 une autre campagne de mesure pour vérifier la performance de l'incinérateur (avec une personne présente, en simultanée, pendant l'application de peinture et pendant le prélèvement des rejets atmosphériques dans la section de mesure). Le bilan matière en 2024 sera ainsi recalculé pour établir le PGS 2024, qui conclura sur les émissions diffuses.

Il est à noter que le rapport indique une température de 610°C au moment du prélèvement en 2023. Or si l'incinérateur est en fonctionnement la température doit être de 750°C ou supérieur: cet élément justifié par l'exploitant le jour de la visite, permet d'émettre un doute sur les conditions de prélèvement en 2023.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra mettre à jour son PSG pour l'année 2024 et le transmettre au plus tard au 1<sup>er</sup> mars 2024, afin de justifier de la quantité d'émissions diffuses du site 2.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 8 : Valeurs limites d'émissions atmosphériques fabrication polymères**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7°a

**Thème(s) :** Risques chroniques, concentration et flux COV - atelier P4

**Prescription contrôlée :**

Composés organiques volatils :

a) Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane :

Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h, la valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>. L'arrêté préfectoral fixe, en outre, une valeur limite annuelle des émissions diffuses sur la base des meilleures techniques

disponibles à un coût économiquement acceptable.

**Constats :**

Les émissions de COV sur la ligne P4 proviennent essentiellement de l'étape de moussage polyuréthane. Les équipements sont implantés dans une cabine munie de 2 extractions avec rejets en toiture : 1 extraction circulaire et 1 extraction rectangulaire.

Une mesure de composés organiques volatils a été réalisée dans les rejets atmosphériques de l'atelier fabrication de peinture en 2022 et 2023. Il en ressort que la valeur limite de 110 mg/Nm3 est largement dépassée.

Les résultats indiqués dans les PGS sont les suivants pour l'atelier panneaux sandwich pour un flux supérieur à 2 kg/h :

- conduit circulaire : 387 mg/Nm3 en 2022 et 226 mg/Nm3 en 2023

- conduit rectangulaire : 395 mg/Nm3 en 2022 et 153 mg/Nm3 en 2023

Une étude de mise en conformité a été présentée par l'exploitant le jour de la visite. La solution retenue est la mise en place d'un incinérateur régénératif en sortie de la cabine P4 (conduit circulaire + rectangulaire). Les études sont engagées et seront finalisées sous 3 mois. L'exploitant indique qu'il lui faut 6 mois pour la livraison de l'incinérateur et trois mois pour la mise en production et les réglages, soit une année au total pour que le traitement soit opérationnel.

Par message électronique du 16 décembre 2024 la direction de la société AMCF s'est engagée à mettre en place l'incinérateur régénératif pour janvier 2026 et ainsi de se mettre en conformité à l'article 27-7a de l'arrêté du 2 février 1998.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois